La Banque mondiale a prêté plus de 100 milliards de dollars

09/04/2010 à 10h00



La Banque mondiale a accordé un montant record de 100 milliards de dollars (75 milliards d'euros) de prêts et d'aides financières au cours des 18 derniers mois pour aider les pays en développement à faire face à la crise.

A la demande de ses pays membres, l'institution financière internationale a commencé dès juillet 2008 à augmenter ses prêts pour répondre à la montée des demandes de financement de pays en difficulté, déjà affectés à cette époque par le ralentissement du commerce mondial.

> ***Certains pays qui n'étaient pas emprunteurs nets auprès de la Banque mondiale avant la crise le sont redevenus, comme la Lettonie et la Hongrie.***

La majeure partie des prêts accordés depuis le début de la crise, soit 60,3 milliards de dollars, sont allés à des pays à revenu intermédiaire, qui ne recevaient en moyenne qu'environ 15 milliards de financements par an avant la crise, a précisé la Banque mondiale.

Les prêts aux pays les plus pauvres, eux, ont atteint 21,2 milliards pendant la crise, contre environ 12 milliards par an auparavant. Pour Kyle Peters, directeur des services aux pays

à la Banque mondiale, une telle hausse de la demande de prêts est logique en période de tensions économiques.

Depuis juillet 2008, la Banque mondiale a soutenu 497 projets pour soutenir l'activité économique, lutter contre la pauvreté et soutenir le secteur privé, accordant notamment 28 milliards de financements pour des projets d'infrastructures, a précisé l'institution dans un communiqué. Les engagements destinés à soutenir le secteur financier ont également augmenté.

Pour faire face à cette situation, la Banque mondiale a demandé à ses pays membres de renforcer ses propres moyens financiers en augmentant son capital. Une décision sur ce point doit être prise à la fin du mois lors des réunions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI).

Des pays émergents ont déjà déclaré être prêts à augmenter leur contribution en échange d'un rôle accru au sein de l'institution.

"*Sans augmentation de capital,*" a expliqué Kyle Peters, "*nous devrions diminuer fortement (nos prêts) et nous serions incapables d'assurer le même niveau de soutien qu'au cours des 18 derniers mois si la reprise s'interrompait*."

Nouvel Obs